

Contribution de LUCIOLE à la consultation publique du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

Q1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif ?

Oui, les BT doivent être exclus du dispositif.

Question 2 Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Nous ne sommes pas favorables à la modification de la puissance de raccordement, qui semble faire peser sur l'utilisateur le préjudice d'optimisation réalisé par le gestionnaire de réseau.

Question 3 Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Nous ne sommes pas favorables à la modification de la puissance de raccordement, qui semble faire peser sur l'utilisateur le préjudice d'optimisation réalisé par le gestionnaire de réseau.

Question 4 Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Communiquer avec l'utilisateur qui subit le préjudice semble effectivement le minimum.

Question 5 Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Non.

Question 6 Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Non.

Question 7 Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Non.

Question 8 Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Non.

Mai 2024

Question 9 Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Oui.

Question 10 Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Non

Question 11 Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Non.

Question 12 Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Le préjudice pour l'utilisateur qui pensait pouvoir bénéficier d'une puissance de raccordement et se voit priver de celle-ci ne dépend pas de son ancienneté.

Question 13 En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

L'indemnité devrait représenter l'intégralité du coût de raccordement pour un client.

Question 14 Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Cela ne semble pas cohérent avec la spécificité de chaque région.

Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Ne se prononce pas.

Question 16 Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

En fonction du coût des nouveaux travaux nécessaires.

Question 17 En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Le client a déjà payé une première fois pour sa puissance de raccordement. Nous ne comprenons pas comment le faire repayer une deuxième fois pour le même raccordement peut être présenté comme avantageux.

L'Union pour une Consommation Intelligente, Optimisée de l'Energie – est une association professionnelle regroupant une vingtaine d'entreprises innovantes du secteur de l'énergie qui développent des solutions permettant aux consommateurs domestiques et professionnels d'appréhender au mieux leurs usages, leurs consommations et leurs coûts d'accès à l'énergie.

Les membres sont des acteurs reconnus de l'efficacité énergétique, du digital, des opérateurs de flexibilité, des fabricants de solutions intelligentes d'autoconsommation solaire ou encore des courtiers en énergie.

Les travaux de l'association s'articulent autour de cinq axes que sont l'essor des gisements de flexibilité de consommation électrique ; le renforcement de l'efficacité énergétique ; l'appropriation des données de consommations d'énergie pour davantage de sobriété ; le développement massif de l'autoconsommation solaire ; l'accès à l'électricité nucléaire produite en France au bénéfice de tous les Français.